

EN CHINE, DANS L'ENFER ÉLECTRONIQUE

GUIYU, e-DÉPOTOIR DE LA PLANÈTE

C'est une gigantesque décharge informatique. Guiyu, dans le sud de la Chine, reçoit des tonnes d'ordinateurs usagés d'Occident, pour les trier, les désosser, les recycler. Un miracle économique pour une poignée de petits patrons d'ateliers, un drame humain pour leurs employés, une catastrophe écologique pour la région. MICHAEL SZTANKE – PHOTO WANG ZHE POUR LE MONDE 2



Déchets. Spectacle ordinaire à Guiyu, un tas de cartes mères d'où ont été récupérés tout ce qui est possible, composants électroniques, or, cuivre, plomb. Les plus pauvres des ouvriers utilisent ces cartes pour bâtir leur maison.

avec le boom de l'informatique dans les années 1990, les habitants [de Guiyu] ont compris qu'ils pouvaient s'enrichir grâce aux métaux contenus dans les ordinateurs. » Voilà comment, selon Lai Yun, représentant de Greenpeace à Canton, le bourg de Guiyu est devenu l'une des plus grandes poubelles électroniques du monde.

A 200 km au nord-est de Hongkong, dans la province côtière du Guangdong, l'itiné-

raire emprunté par notre chauffeur témoigne du développement de cette région industrielle. Entre la ville de Shantou et Guiyu, des petites localités, spécialisées dans la confection de lingerie féminine, prospèrent.

Sur le bord de la route, le dernier des panneaux publicitaires qui se succèdent indique un changement de spécialisation: « Bienvenue à Guiyu, monde de l'informatique. » Sous une pluie fine, nous pénétrons dans

ce temple du recyclage électronique. Des bicoques de fortune laissent deviner des conditions de vie et de travail d'un autre âge. Une femme brûle un circuit imprimé; une autre trie des résistances usées; des cadavres informatiques en tout genre jonchent le sol.

Livrés dans un ballet incessant de véhicules, les amoncellements de carcasses d'ordinateurs, d'écrans, d'imprimantes ont remodelé le paysage.

Le recyclage en Chine ne date pas d'hier. Au début des années 1980, il concerne l'électroménager usager en provenance d'Occident. Puis le pays voit arriver de nouveaux produits électroniques. Les habitants de Guiyu croient au miracle : ils vont pouvoir extraire des imprimantes, des ordinateurs et des écrans toutes sortes de métaux bien plus lucratifs que ceux contenus dans les machines à laver ou les réfrigérateurs d'antan.

Des centaines de paysans vont devenir patrons de leur propre atelier. Et commencer à s'enrichir. Une filière de recyclage sauvage et une économie locale basée uniquement sur cette activité se développent. A Guiyu, tout se vend au kilo : le plastique, le plomb mais surtout le cuivre et l'or. Rien ne se perd : des commerçants font fabriquer sur place des fleurs en plastique à partir de ce qu'ils peuvent récupérer dans les ateliers.

FUMÉES TOXIQUES

Pour ce travail de fourmi, les nouveaux petits patrons font appel aux mingongs, les travailleurs migrants, anciens paysans déposés de leurs terres. Très vite, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes venus des provinces du Sichuan et de l'Anhui se précipitent à Guiyu. Le revenu est, semble-t-il, supérieur à celui de l'agriculture.

Le travail, lui, ne nécessite aucune qualification : désosser douze heures par jour des tonnes d'ordinateurs ; trier les métaux et les matières ; enfin, brûler les circuits imprimés pour garder vierges les cartes mères (éléments informatiques sur lesquels sont installés processeur, mémoire, unité de stockage, carte graphique, carte son et autres périphériques internes de l'ordinateur).

Chaque jour, ces ouvriers inhalent des fumées contenant des dioxines chlorées ou bromées. A l'hôpital de Shantou, un médecin dresse un constat sans appel : « *Nous avons fait une enquête auprès de certaines de ces travailleurs migrants (...). Ils connaissent tous des problèmes respiratoires, ils ont de fortes migraines et souffrent d'insomnie.* »

Sur place, aucun mingong n'ose parler. Sous la pression de supérieurs toujours plus avides de profits, ces hommes et femmes n'ont pour eux que leur seule force de travail. Sans voix ni droits, ces nouveaux parias du miracle chinois mettent leur vie en péril. Pour 1,50 euro par jour.

En quittant la rue principale de Guiyu, nous empruntons un chemin de terre boueux menant à une gigantesque décharge. Les mingongs de l'Anhui y ont élu domicile. Ceux-là, les plus pauvres, vivent en famille dans des cahutes construites avec des cartes mères. Le sol est jonché d'autocollants de marques étrangères : IBM, Compaq, Hyundai, NEC. Eux qui n'ont même pas de quoi désosser un ordinateur sont chargés de brûler les derniers composants des produits électroniques. L'odeur est insoutenable et les plus jeunes ont pour seul terrain de jeu des amas de déchets. « *Sur les 160 enfants âgés de 1 an à 5 ans auxquels nous avons prélevé du sang, 80 % sont atteints de saturnisme* », reconnaît le médecin de Shantou.

Et ce drame humain est aussi écologique. A Lianjiang, toujours dans la province du Guangdong, on retrouve des métaux lourds, ceux-là mêmes décelés dans les ordinateurs. Les taux de toxicité mesurés par les experts sont cent fois supérieurs aux pourcentages maximum définis par l'Organisation mondiale de la santé. Des prélèvements effectués en 2002 par des enquêteurs de Greenpeace ont révélé que l'acidité de l'eau pouvait désintégrer une pièce de monnaie en quelques heures. L'eau potable doit être acheminée d'une ville voisine.

A quelques kilomètres de là, à la frontière de Hongkong, dans la plus grande discrétion, des milliers d'ordinateurs usagés en provenance d'Amérique et d'Europe transitent par voie maritime avant de finir à Guiyu. Pour des raisons de coûts, les Etats-Unis exportent chaque année près de la moitié de leurs déchets électroniques vers la Chine. La convention de Bâle, signée en 1989, oblige les pays industrialisés à limiter le commerce de leurs déchets vers les pays en développement (lire ci-contre).

Un amendement de ce traité international interdit l'exportation de résidus toxiques des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) vers d'autres Etats non membres. Mais cette convention n'a pas réglé le problème : les Etats-Unis ne l'ont pas ratifiée, et l'UE, bien que signataire, ne l'applique pas.

La Chine a officiellement interdit l'importation de déchets électroniques mais continue de profiter de ce commerce. Au cours de l'année 2002, les autorités ont déclaré illégal

le recyclage à Guiyu mais, au niveau de la province du Guangdong, aucune mesure n'a été prise pour fermer les ateliers.

« *Le gouvernement local et les petits patrons marchent main dans la main. Ce qui compte, c'est l'argent, l'argent le plus vite possible. Beaucoup de ces patrons paient les cadres du Parti, et ces derniers souhaitent avant tout que les ouvriers restent silencieux pour que le business continue et que chacun se remplisse les poches* », explique Han Dongfeng, directeur du *China Labour Bulletin* à Hongkong.

De fait, les ouvriers se taisent, prêts à tout endurer pour gagner quelques yuans par jour et nourrir leur famille. ■

DÉCHETS SOUS HAUTE SURVEILLANCE

- Adoptée à Bâle (Suisse) le 22 mars 1989, sous les auspices du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), la « convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux » vise à réglementer l'élimination de ces déchets et les échanges entre pays industrialisés « producteurs » et pays en développement potentiellement « receveurs » (qui les détruisent ou les recyclent). Un pas important vers le contrôle des millions de résidus toxiques qui traversent les frontières chaque année.
- 145 pays membres de l'ONU ainsi que l'Union européenne ont, depuis 1989, ratifié cette convention – 34 l'avaient immédiatement signée, dont la France, contrairement aux Etats-Unis et à l'URSS, qui s'étaient abstenus.
- Entre autres obligations générales, la convention stipule que « les parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets si l'Etat d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets (...) »
- En 1995, le traité a été renforcé pour rendre illégale l'exportation de déchets toxiques vers les pays en développement qui ne disposent pas des capacités techniques pour les traiter de façon sûre à la fois pour l'environnement et la santé.
- La convention n'interdit pas l'exportation de produits toxiques, pour peu que le pays d'accueil ait été prévenu et soit d'accord. Elle établit toutefois une liste de déchets dangereux assez précise. Mais le texte actuel permet à un pays d'exporter une petite quantité de déchets toxiques « noyée » parmi des déchets recyclables en quantité suffisante.

TÉLÉCHARGER LE TEXTE INTÉGRAL DE LA CONVENTION DE BÂLE
(À PARTIR DU SITE DU PNUE) : WWW.BASEL.INT/TEXT/CON-F.PDF